

**COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYÉS DE
L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE****CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 20 SEPTEMBRE 2007
CONCERNANT L'ECHELLE DE REMUNERATION
DANS LE SECTEUR TEXTILE**

Vu la directive européenne 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

Vu la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination;

Vu le courrier adressé le 16 février 2007 par le ministre de l'emploi Peter Vanvelthoven aux présidents des différentes commissions paritaires, dans lequel les partenaires sociaux sont invités à réexaminer les systèmes de rémunération actuels comportant des barèmes liés à l'âge, et à les transformer en utilisant d'autres critères de distinction que l'âge, tout en respectant une neutralité budgétaire et sociale;

Vu l'accord interprofessionnel du 2 février 2007 pour la période 2007-2008;

Vu la convention collective de travail générale du 20 avril 2007 pour les années 2007 et 2008;

Vu la convention collective de travail du 25 avril 2003 concernant l'introduction de la classification des fonctions révisée et actualisée et l'échelle de rémunération y relative, comme modifiée par la convention collective de travail du 16 juin 2003;

Vu la convention collective de travail du 28 octobre 1985 coordonnant les conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie concernant les conditions de rémunération et en particulier le point 5 concernant la liaison des salaires à l'évolution de l'indice des prix à la consommation;

IL EST CONSTATE:

- que l'échelle de rémunération d'application, introduite par la convention collective de travail du 25 avril 2003 concernant l'introduction de la classification des fonctions révisée et actualisée et l'échelle de rémunération y relative, est basée sur un critère lié à l'âge dont il résulte par conséquent une différenciation en matière de rémunération en fonction de l'âge du travailleur;
- que tant les organisations représentatives des employeurs que les organisations représentatives des travailleurs considèrent comme question prioritaire d'offrir aux travailleurs un système conventionnel de rémunération qui soit juste, équitable et non discriminatoire ;
- que selon les partenaires sociaux, le système en vigueur jusqu'ici pour les employés relevant de la commission paritaire n° 214 remplissait ces conditions et que c'est pour cette raison qu'il a été institué à durée indéterminée, ce qui a eu lieu dans l'exercice de la mission représentative légale des représentants des employeurs et des représentants des travailleurs, telle qu'elle est définie par le cadre général de la concertation en Belgique et

plus particulièrement par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires; ledit système de rémunération repose donc sur un large consensus auprès de ceux qu'il concerne directement;

- que la directive européenne 2000/78/CE du 27 novembre 2000 et la loi du 10 mai 2007 qui en découle tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, comporte une interdiction générale de discrimination en fonction de l'âge en matière d'emploi et de travail, qui rend problématique le maintien à plus long terme de l'actuelle échelle de rémunération dans le cadre d'une rétribution juste, équitable et non discriminatoire.
- que de plus, au regard de la jurisprudence récente de la Cour de justice des Communautés européennes, l'échelle de rémunération ne peut que difficilement résister à l'épreuve de la loi anti-discrimination en raison du critère d'âge.
- qu'en vertu de la raison précitée, l'actuelle échelle de rémunération convient d'être modifiée voire remplacée par un système alternatif pour la rendre conforme aux nouvelles conditions;
- que les barèmes de rémunération liés à l'âge déterminent depuis des années la gestion des salaires pour les employés du secteur textile, et que celle-ci, pour cette raison précise, ne peut donc pas être supprimée **abruptement** sans qu'une alternative valable puisse être proposée aux entreprises;
- qu'il était toutefois impossible de procéder aux adaptations nécessaires dans les délais impartis par la conclusion de la convention collective de travail sectorielle nationale générale du 20 avril 2007 pour les années 2007-2008, compte tenu de la nécessité d'une étude approfondie pour éviter de créer de nouvelles situations qui pourraient être à leur tour en contradiction avec la directive européenne 2000/78/CE du 27 novembre 2000 ou avec la législation belge y afférant;
- que dans l'expectative de ce système de rémunération alternatif, elles estiment que le maintien temporaire du système actuel cadre dans un objectif légitime, et n'est manifestement pas disproportionné aux objectifs visés par les réglementations européennes et nationales;
- que mettre soudain fin au consensus existant concernant le système de rémunération conventionnel pourrait compromettre la paix sociale et hypothéquer considérablement une concertation paritaire sereine en vue de l'élaboration d'un nouveau système de rémunération sectoriel dans le secteur textile;

IL EST CONVENU ENTRE

la Centrale Nationale des Employés- Groupement National des Cadres,
le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres de Belgique,
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part,

ET

la Fédération du Textile FEBELTEX

d'autre part,

CE QUI SUIT:



CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

Cette convention collective de travail est applicable aux entreprises qui relèvent de la commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie, et aux employés qu'elles occupent dont la fonction correspond aux critères d'une des six catégories de la classification des fonctions prévue par la convention collective de travail du 25 avril 2003 concernant l'introduction de la classification des fonctions révisée et actualisée et l'échelle de rémunération y relative, à l'exception de la S.A. Celanese et de ses employés.

CHAPITRE II. ELABORATION D'UNE NOUVELLE ECHELLE DE REMUNERATION

Article 2

Compte tenu de ce qui a été constaté ci-dessus, les parties signataires s'engagent à développer une nouvelle échelle de rémunération en remplacement de l'actuelle échelle de rémunération, conformément à l'accord interprofessionnel du 2 février 2007 pour les années 2007-2008 et en référence à la directive européenne 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, et aux réglementations et à la jurisprudence qui en découlent.

Article 3

En vue de l'élaboration d'une nouvelle échelle de rémunération qui soit conforme aux exigences de la directive européenne du 27 novembre 2000 et aux réglementations en découlant, un groupe de travail paritaire est constitué, qui doit permettre à la commission paritaire pour les employés de l'industrie textile et de la bonneterie de prendre une décision pour le 30 juin 2008 au plus tard concernant les principes d'un nouveau système des salaires **barémiques**.

Article 4

La nouvelle échelle de rémunération respectera le principe de neutralité sociale et budgétaire et sera liée à l'actuelle classification des fonctions, prévue dans la convention collective de travail du 25 avril 2003 y ayant trait.

Article 5

Les parties signataires ont pour objectif de faire entrer en vigueur la nouvelle échelle de rémunération au 1er janvier 2009.

L'échelle de rémunération d'application en vertu de la convention collective de travail du 25 avril 2003 reste applicable jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle échelle de rémunération.

Article 6

Le groupe de travail visé à l'article 3 évaluera également la neutralité sur le plan du sexe de l'actuelle classification des fonctions, prévue par la convention collective du 25 avril 2003 concernant l'introduction de la classification des fonctions révisée et actualisée et l'échelle de

rémunération y relative, et le cas échéant, fera des propositions en vue de l'introduction des corrections nécessaires.

CHAPITRE III. DECLARATION RENDUE OBLIGATOIRE

Article 7

Les parties demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE IV. DUREE DE LA CONVENTION

Article 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de trois mois, signifié par courrier recommandé adressé au président de la commission paritaire et aux parties signataires.

Fait à Gand, le 20 septembre 2007

Centrale Nationale des
- Groupement National des Cadrés,
M. G. Dupont

Syndicat des Techniciens et Cadres de Belgique,
Mme I. Galliaert

a.

Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique,
Mme P. Fostier

Fédération du Textile FEBELTEX,
M. M.

PARITAIR COMITÉ VOOR DE BEDIENDEN VAN DE
TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 20 SEPTEMBER 2007
BETREFFENDE DE WEDDESCHAAL IN DE TEXTIELSECTOR**

Gelet op de Europese Richtlijn 2000/78/EG van 27 november 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep;

Gelet op de Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

Gelet op de brief van 16 februari 2007 van de Minister van Werk, Peter Vanvelthoven, aan de voorzitters van de paritaire comités, waarin de sociale partners verzocht worden om de huidige leeftijdsgebonden verloningssystemen te herzien en ze om te vormen, aan de hand van andere onderscheidingscriteria dan de leeftijd, met inachtneming van de budgettaire en sociale neutraliteit;

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2007 voor de periode 2007-2008;

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2007 voor de jaren 2007 en 2008;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003 betreffende de invoering van de herziene geactualiseerde functieclassificatie en de er aan gekoppelde weddeschaal, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 oktober 1985 tot coördinatie der collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het paritair comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk betreffende de bezoldigingsvoorwaarden en in het bijzonder punt 5 betreffende de koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer der consumptieprijzen;

WORDT VASTGESTELD:

- dat de van toepassing zijnde weddeschaal, ingevoerd met de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003 betreffende de invoering van de herziene geactualiseerde functieclassificatie en de er aan gekoppelde weddeschaal, gebaseerd is op een leeftijdscriterium en bijgevolg resulteert in een onderscheid inzake verloning in functie van de leeftijd;
- dat een conventioneel systeem tot een correcte, billijke en niet-discriminerende verloning een aandachtspunt is van zowel de representatieve werkgevers- als werknemersorganisaties;
- dat het momenteel van toepassing zijnde systeem voor de bedienden ressorterend onder het paritair comité nr. 214 volgens de sociale partners voldeed aan deze hiervoor bedoelde voorwaarden en om die reden ook ingesteld werd voor onbepaalde tijd, hetgeen gebeurde tijdens de uitoefening van hun wettelijke vertegenwoordiging van de werkgevers en hun

werknemers, zoals bepaald in het algemeen kader van het overleg in België en meer bepaald in de Wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritair comités en waarbij het huidige conventionele verloningssysteem dan ook berust op een ruime consensus onder hen die er rechtstreeks bij betrokken zijn;

- dat de Europese Richtlijn 2000/78/EG van 27 november 2000 en de daaruit voortvloeiende Wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie een algemeen verbod op leeftijdsdiscriminatie in arbeid en beroep inhouden, waardoor de handhaving op langere termijn van de huidige weddeschaal omwille van het leeftijds criterium in het kader van een correcte, billijke en niet-discriminerende verloning in de textielsector problematisch is;
- dat bovendien op basis van recente rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschap de van toepassing zijnde weddeschaal omwille van het leeftijds criterium de antidiscriminatie-toets moeilijk kan doorstaan;
- dat om voornoemde redenen de huidige weddeschaal moet gewijzigd dan wel vervangen worden door een alternatief systeem om het conform te maken aan deze nieuwe voorwaarden;
- dat deze leeftijdsgebonden weddeschaal sinds jaren de basis vormt voor het verloningsbeleid van de bedienden in de textielsector en om deze reden ook niet abrupt kan afgeschaft worden, zonder dat er aan de ondernemingen een volwaardig alternatief terzake kan geboden worden;
- dat het evenwel onmogelijk was om de nodige aanpassingen te doen binnen de termijn tot het sluiten van de algemene nationale sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2007 voor de jaren 2007-2008, vermits een grondig onderzoek noodzakelijk is om te vermijden dat er nieuwe situaties ontstaan die op hun beurt mogelijk in tegenspraak zijn met de Europese Richtlijn 2000/78/EG van 27 november 2000 of met de Belgische wetgeving terzake;
- dat in afwachting van dit alternatief verloningssysteem zij van oordeel zijn dat een tijdelijke handhaving van het huidige systeem kadert in een legitiem doel, en duidelijk niet disproportioneel is aan de doelstellingen van de Europese en nationale regelgeving;
- dat het op een plotse wijze een einde stellen aan de bestaande consensus omtrent het conventioneel verloningssysteem de sociale vrede in het gedrang zou kunnen brengen en een sereen paritair overleg met het oog op de uitwerking van een nieuw sectoraal verloningssysteem in de textielsector ernstig zou hypothekeren,

EN WORDT TUSSEN

de Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel,
de Bond der Bedienden, Technici en Kadern van België,
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

EN

de Textielfederatie FEBELTEX

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk en op de bedienden die zij tewerkstellen waarvan de functie beantwoordt aan de criteria van één van de zes categorieën waarvan sprake in de functieclassificatie voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003 betreffende de invoering van de herziene en geactualiseerde functieclassificatie en de eraan gekoppelde weddeschaal, uitgezonderd de NV Celanese en haar bedienden.

HOOFDSTUK II. UITWERKING VAN EEN NIEUWE WEDDESCHAAL

Artikel 2

Gelet op hetgeen hiervoor werd vastgesteld, verbinden de ondertekenende partijen er zich toe om een nieuwe weddeschaal uit te werken, ter vervanging van de huidige van toepassing zijnde weddeschaal, overeenkomstig het Interprofessioneel akkoord van 2 februari 2007 voor de jaren 2007-2008 en met verwijzing naar de Europese Richtlijn 2000/78/EG van 27 november 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep en de daaruit voortvloeiende regelgeving en rechtspraak.

Artikel 3

Met het oog op de uitwerking van een nieuwe weddeschaal die beantwoordt aan de vereisten van de voornoemde Europese Richtlijn van 27 november 2000 en de daaruit voortvloeiende regelgeving, wordt een paritaire werkgroep opgericht, die het paritair comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk in staat moet stellen om tegen uiterlijk 30 juni 2008 voor de sector een beslissing te nemen omtrent de principes van een nieuw baremiek verloningssysteem.

Artikel 4

De nieuwe weddeschaal zal sociaal- en kostenneutraal zijn en gekoppeld worden aan de huidige functieclassificatie, voorzien in de hiervoor bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003.

Artikel 5

Het is de bedoeling van de ondertekenende partijen om deze nieuwe weddeschaal op 1 januari 2009 in werking te laten treden.

De van toepassing zijnde weddeschaal, voorzien in de hiervoor bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003, blijft verder van toepassing tot op ogenblik van de inwerkingtreding van de nieuwe weddeschaal.

Artikel 6

De in artikel 3 bedoelde paritaire werkgroep zal eveneens de genderneutraliteit van de huidige functieclassificatie, voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 2003 betreffende de invoering van de herziene geactualiseerde functieclassificatie en de er aan gekoppelde

weddeschaal, toetsen en in voorkomend geval voorstellen doen met het oog op het aanbrengen van de nodige correcties.

HOOFDSTUK III. ALGEMEEN VERBINDEND VERKLARING

Artikel 7

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

HOOFDSTUK IV. DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007. Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd en kan opgezegd worden door elk van de ondertekenende partijen mits inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité en aan de ondertekenende partijen.

Gedaan te Gent op 20

2007

de Landelijke
- Nationaal Verbond
dhr. G. Dupont

Namens de Bond der
Technici en Kaders van België,
I. Galliaert

Namens de Centrale der
Vakbonden van België,
mevr. P. Fostier

Namens de Textiefederatie FEBELTEX,
dhr. M.